

Arrêté temporaire n°RA-23/1443
Portant réglementation du stationnement et de la circulation

RUE DE BRETAGNE, RUE DE PROVENCE et RUE DROUOT

Madame la Maire

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU l'ordonnance n° 45-1968 du 1er septembre 1945 relative à l'étatisation de la police dans la région de Strasbourg

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 412-28 et R. 417-11

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription, le livre 1, 5ème partie, signalisation d'indication, des services et de repérage et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire

VU l'arrêté portant sur la délégation de signature de Mme le Maire

CONSIDÉRANT que des travaux reprise des enrobés rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers,

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique entendu

A R R E T E

Article 1

Du 29 août 2023 au 30 août 2023, afin de permettre la réalisation de travaux reprise des enrobés, :

- à l'intersection de la RUE DE BRETAGNE et de la RUE DE PROVENCE
- RUE DROUOT, de la RUE DE PROVENCE jusqu'au 39
- RUE DROUOT, du 41 jusqu'à la RUE DE PROVENCE
- RUE DE BRETAGNE, de la RUE D'ARTOIS jusqu'à la RUE DE PROVENCE

à MULHOUSE, le règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Ville de Mulhouse du 15 septembre 1967 est temporairement modifié conformément aux articles suivants, selon l'avancement des travaux et les besoins du chantier.

Article 2

À compter du 29 août 2023 et jusqu'au 30 août 2023, les prescriptions suivantes s'appliquent à l'intersection de la RUE DE BRETAGNE et de la RUE DE PROVENCE :

- **La circulation des véhicules est interdite. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux.**
- **Le stationnement des véhicules est interdit. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route et possible de mise en fourrière immédiate ;**
- **La circulation est interdite sur la bande cyclable. Les cyclistes intègreront la déviation mis en place ;**
- **Aménagement d'un cheminement piétonnier (minimum 1,40m), délimité et protégé par des barrières rigides.**

Article 3

À compter du 29 août 2023 et jusqu'au 30 août 2023, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant : RUE D'ANJOU, de la RUE DROUOT jusqu'à la RUE DE BRETAGNE.

Article 4

À compter du 29 août 2023 et jusqu'au 30 août 2023, les véhicules circulant RUE DROUOT, de la RUE DE PROVENCE jusqu'au 39 ont l'interdiction de tourner à gauche vers la rue de Provence. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux.

Article 5

À compter du 29 août 2023 et jusqu'au 30 août 2023, les véhicules circulant RUE DROUOT, du 41 jusqu'à la RUE DE PROVENCE ont l'interdiction de tourner à droite vers la rue de Provence. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux.

Article 6

À compter du 29 août 2023 et jusqu'au 30 août 2023, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RUE DROUOT, de la RUE DE PROVENCE jusqu'à la RUE D'ARTOIS
- RUE D'ARTOIS, de la RUE DROUOT jusqu'à la RUE DE LA NAVIGATION
- RUE DE SAUSHEIM, de la RUE DE LA NAVIGATION jusqu'à la PLACE VICTOR KOLMER
- RUE DU 57EME REGIMENT DE TRANSMISSIONS, de la PLACE VICTOR KOLMER jusqu'à la RUE DES FLANDRES
- RUE DES FLANDRES, de la RUE DU 57EME REGIMENT DE TRANSMISSIONS jusqu'à la RUE DROUOT
- RUE DROUOT, de la RUE DES FLANDRES jusqu'à la RUE D'ANJOU
- RUE D'ANJOU, de la RUE DROUOT jusqu'à la RUE DE BRETAGNE

Article 7

À compter du 29 août 2023 et jusqu'au 30 août 2023, les prescriptions suivantes s'appliquent RUE DE BRETAGNE, de la RUE D'ARTOIS jusqu'à la RUE DE PROVENCE :

- La circulation des véhicules est interdite. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux riverains et véhicules de l'entreprise exécutant les travaux.
- Un sens interdit est institué ;

Article 8

Les panneaux de signalisation réglementaires seront mis en place par les soins et aux frais de l'entreprise PONTIGGIA chargée des travaux.

La signalisation temporaire du chantier devra être conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (signalisation temporaire) du 7 juin 1977.

Article 9

Les véhicules qui stationneront en infraction seront enlevés et mis en fourrière aux frais et aux risques de leur propriétaire, conformément aux articles L 325-1 et R 325-12 et suivants du code de la route ou à l'article 17 du règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de Mulhouse du 15 septembre 1967.

Article 10

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Mulhouse et

M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mulhouse, le 17/08/2023

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué



Thierry NICOLAS

DIFFUSION:

- PONTIGGIA
- Madame la Maire
- 422-MS

Les arrêtés de circulation sont mis à disposition du public à la Mairie sis 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse ou sis au Service Voirie 34 rue Lefebvre à Mulhouse.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.